



REPUBLIQUE

DEPARTEMENT DE LA REUNION

COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

A8

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2021

DELIBERATION N° : DCM_210925_012

OBJET : Avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques (PPR) littoraux relatifs aux phénomènes de submersion marine et du recul du trait de côte de la Commune de Saint-Joseph

NOTA : Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie, le 08 OCT. 2021

Nombre des conseillers en exercice : 39

Présents	30
Procuration	5
Votants	35
Abstention	0

L'élue déléguée
Lucette COURTOIS



L'an deux mille vingt et un, le vingt cinq septembre à 09h50, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Patrick LEBRETON – Maire

Présents

LEBRETON Patrick ; LANDRY Christian ; MUSSARD Rose-Andrée ; MOREL Harry Claude ; LEJOYEUX Marie Andrée ; VIENNE Axel ; K/BIDI Emeline ; MUSSARD Harry ; HUET Marie-Josée ; LEBON David ; COURTOIS Lucette ; D'JAFAR M'ZE Mohamed ; LEVENEUR-BAUSSILLON Inelda ; LEBON Guy ; FULBERT-GÉRARD Gilberte ; KERBIDI Gérald ; HOAREAU Emile ; JAVELLE Blanche Reine ; NAZE Jean Denis ; HUET Henri Claude ; MUSSARD Laurent ; DAMOUR Colette ; MOREL Manuela ; CADET Maria ; LEICHNIG Stéphanie ; HOAREAU Sylvain ; HUET Mathieu ; FRANCOMME Mélanie ; LEBON Louis Jeannot ; GUEZELLO Alin

Absents – Représentés

BATIFOULIER Jocelyne représenté(e) par FULBERT-GÉRARD Gilberte
AUDIT Clency représenté(e) par LEBON David
COLLET Vanessa représenté(e) par FRANCOMME Mélanie
HUET Jocelyn représenté(e) par HUET Mathieu
GEORGET Marilynne représenté(e) par KERBIDI Gérald

Absents

BENARD Clairette Fabienne ; DAMOUR Jean Fred ; K/BIDI Virginie ; LAW-LEE Dominique

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Monsieur LEBON David, 9ème adjoint, a été désigné à l'unanimité des suffrages exprimés pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.



Séance du 25 septembre 2021

DÉLIBÉRATION N° : DCM_210925_012

OBJET :

Avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques (PPR) littoraux relatifs aux phénomènes de submersion marine et du recul du trait de côte de la Commune de Saint-Joseph

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Le Président de séance expose :

Contexte

La politique de prévention des risques naturels a pris son essor en France en 1994 suite à une succession d'événements catastrophiques ayant affecté le territoire national. Il est apparu alors de manière évidente qu'un développement urbain mal maîtrisé pouvait aggraver considérablement les catastrophes, en particulier lorsque les zones exposées sont urbanisées.

La démarche de mise en place des Plans de Prévention des Risques naturels littoraux (PPRL) a été relancé en 2010, suite aux effets destructeurs de la tempête Xynthia en Métropole. Cette approche est relativement récente à la Réunion.

Néanmoins, ces phénomènes sont largement constatés à la Réunion qui subit régulièrement les effets dévastateurs des cyclones et houles australes et qui présente de fortes densités urbaines en zone littorale.

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques littoraux de la Commune de Saint-Joseph prend en compte le risque « submersion marine » et le risque « recul du trait de côte ».

L'État est responsable de l'élaboration du PPRL : il est approuvé par Monsieur le Préfet après avis du conseil municipal et enquête publique.

Le PPRL vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme.

I. La phase réglementaire de la procédure d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL)

Les principales étapes d'élaboration du PPRL ont été les suivantes :

- 16 avril 2013 : présentation en Sous-Préfecture de la méthodologie de caractérisation des aléas côtiers ainsi que du résultat cartographique en découlant sur le territoire de l'arrondissement sud de la Réunion ;
- 22 juillet 2013 : transmission des cartes des aléas littoraux aux services communaux pour avis ;

- 19 mai 2014 : Porter à Connaissance des aléas littoraux ;
- 25 juin 2015 : prescription de l'élaboration du PPR recul du trait de côte et submersion marine (arrêté préfectoral n° 2015 - 1086 SG/DRCTCV) ;
- 22 juin 2018 : prorogation du délai d'approbation du PPR recul du trait de cote et submersion marine (arrêté préfectoral n° 1116 SG/DCL/BU) ;
- 2020 : actualisation de l'aléa recul du trait de côte ;
- 9 décembre 2020 : réunion de présentation en mairie de la cartographie actualisée des aléas littoraux ;
- 10 février 2021 : Porter à Connaissance actualisé relatif à l'aléa recul du trait de côte ;
- Du 5 juillet 2021 au 19 juillet 2021 inclus : concertation avec le public sur le projet de PPRL (cartes d'aléas, zonage réglementaire et projet de règlement) ;
- Août 2021 : finalisation du projet PPR pour le lancement de la phase de consultation officielle - pièces écrites (note de présentation, règlement), documents cartographiques (aléas, réglementaire) et annexes.

II. Le calendrier prévisionnel

- ***La réalisation du bilan de concertation***

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescription, un bilan de la concertation mise en œuvre dans le cadre de l'élaboration du projet de PPRL est rédigé. Ce bilan rappelle quelle a été la concertation menée tout au long des études d'élaboration du projet de PPRL qui s'achève au lancement de la consultation officielle. Ce bilan, réalisé par les services de l'État, sera annexé au dossier d'enquête publique.

- ***L'avis du conseil municipal***

Conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet a adressé par courrier en date du 02 août 2021, et réceptionné en mairie le 25 août 2021, le projet de PPRL pour recueillir l'avis du conseil municipal.

Le délai réglementaire pour recueillir cet avis est de deux mois à compter de la réception du dossier en mairie soit jusqu'au 25 octobre 2021.

Le projet de PPRL est également soumis à l'avis des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert en tout ou partie par le plan.

- ***L'enquête publique et l'approbation***

A la suite du recueil de l'avis des différentes personnes publiques consultées, le projet de PPRL sera soumis à enquête publique. L'avis de la commune et des autres personnes publiques consultées seront consignés ou annexés au registre d'enquête publique. Cette enquête publique est envisagée au courant du mois de novembre 2021 pour une durée d'un mois.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PPRL éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations émis, sera approuvé par arrêté préfectoral.

III. L'avis de la commune sur le projet de PPRL

Le dossier de PPRL présenté par Monsieur le Préfet a été élaboré par les services de la DEAL avec l'appui technique du BRGM pour la caractérisation des aléas recul du trait de côte et submersion marine.

Le recul du trait de côte est le déplacement vers l'intérieur des terres de la limite entre le domaine marin et le domaine continental. Il est la conséquence d'une perte de matériaux sous l'effet de l'érosion marine.

La submersion marine est l'inondation temporaire de la zone côtière liée à des conditions météo-marines défavorables. Lors du passage d'un cyclone, les vents violents et la chute de la pression atmosphérique contribuent de différentes manières à la submersion en générant une surcote atmosphérique et des vagues.

Ce dossier comporte plusieurs documents informatifs et réglementaires :

- **les documents informatifs :**
 - des cartes de localisation des phénomènes naturels historiques (submersion marine et recul du trait de côte) à l'échelle 1 / 10 000^{ème} ;
 - une cartographie des aléas naturels (submersion marine et recul du trait de côte) à l'échelle du 1/5 000^{ème} sur l'ensemble du linéaire côtier ;
 - et une cartographie des équipements sensibles (enjeux) de la commune à l'échelle 1 / 10 000^{ème} ;
- **les documents réglementaires**
 - la note de présentation, décrivant le territoire de la commune de Saint-Joseph et les phénomènes naturels qui la concernent, ainsi que les règles méthodologiques adoptées ;
 - une cartographie du zonage réglementaire à l'échelle 1 / 5000^{ème} ;
 - une cartographie réglementaire par prescription à l'échelle 1 / 5 000^{ème} ;
 - et un règlement associé au zonage réglementaire.

Le zonage réglementaire est la transcription du croisement entre les études techniques (qui ont notamment conduit à l'élaboration des cartes d'aléas) et l'identification des enjeux du territoire en termes d'interdictions, de prescriptions et de recommandations.

Le PPRL combine 2 types d'aléas : l'aléa submersion marine et l'aléa recul du trait de côte.

On distingue donc 2 zones réglementaires et 2 types d'espaces.

Pour les zones réglementaires :

- la zone rouge R très exposée aux aléas submersion marine et recul du trait de côte impliquant un principe d'inconstructibilité (interdiction des nouvelles constructions, la non augmentation de la population exposée et la non aggravation des risques)
- et la zone bleue B moins exposée à l'aléa submersion marine et recul du trait de côte impliquant un principe de constructibilité sous conditions (permettre les constructions et aménagements sous réserve de se mettre au-dessus de la cote de référence submersion marine (0,5 m au-dessus du terrain naturel)).

Pour les types d'espaces :

- les espaces urbanisés le long du littoral ;
- et les espaces non urbanisés le long du littoral.

A. Les remarques générales

- ***Le premier Plan de Prévention des Risques littoraux de la commune***

Il convient de rappeler que la commune de Saint-Joseph ne dispose pas d'un Plan de Prévention des Risques littoraux. Le projet de PPRL en cours d'élaboration sera le premier document approuvé sur son territoire.

Toutefois, le Porter à Connaissance de 2014 permettait à la commune d'avoir une connaissance des risques littoraux sans règlement associé.

- ***Une actualisation de l'aléa recul du trait de côte***

La collectivité constate une amélioration de l'aléa recul du trait de côte suite à une actualisation des cartographies en 2020 par le BRGM par rapport au Porter à Connaissance de 2014 .

Néanmoins, l'aléa recul du trait de côte demeure impactant sur certains secteurs du territoire, et notamment sur Manapany.

- ***Une distinction entre les espaces urbanisés et les espaces non urbanisés***

La collectivité remarque qu'une distinction a été faite entre les espaces urbanisés le long du littoral et les espaces non urbanisés le long du littoral. En fonction du type d'espace, la traduction réglementaire est différente. La commune souhaite que la délimitation de ces espaces urbanisés et non urbanisés soit représentée sur les cartographies réglementaires.

La Commune remarque que cette classification ne correspond pas aux espaces urbanisés définis dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune. La commune s'interroge donc sur le choix des critères qui ont permis d'établir cette délimitation.

- ***La réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité et d'une étude de risques***

La Commune note que pour dans les zones les plus exposées à l'aléa submersion marine, est rendu obligatoire, dans un délai de 5 ans, à compter de l'approbation du PPRL, la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité sur les établissements sensibles ou stratégiques.

De même, dans un délai de 5 ans à compter de l'approbation du PPRL, une étude de risques est demandée pour les structures accueillant ou hébergeant, de façon permanente ou provisoire, soit des personnes déplaçables soit des personnes nécessitant des moyens spécifiques d'évacuation en cas d'inondation par submersion marine.

Il est à noter qu'aucun bâtiment public communal n'est concerné par un aléa submersion marine ou recul du trait de côte.

B. Les évolutions cartographiques

La collectivité remarque qu'un certain nombre de secteurs soient concernés par le risque aléa recul du trait de côte ou submersion marine.

- ***Les évolutions cartographiques négatives***

Précisément, la collectivité déplore que les secteurs suivants qui n'étaient plus exposés aux risques liés au Plan de Prévention des Risques naturels révisé en 2017 soient désormais concernés par le PPRL.

Secteurs	Zonage	Observations
Manapany (allée des Cocotiers)	R et B	- La zone à risque concerne plusieurs habitations. - La zone est impactée par un aléa recul du trait de côte et un aléa submersion marine. → perte de constructibilité
Manapany (Boulevard de l'Océan)	R et B	- La zone à risque concerne quelques habitations. - Ce secteur a fait l'objet notamment de la création d'une zone d'aléa submersion marine. → perte de constructibilité
Manapany (à l'Est du bassin de baignade)	R	- Ce secteur a fait l'objet de la création d'une zone d'aléa recul du trait de côte impactant plusieurs constructions. → perte de constructibilité
Manapany (rue du Four à Chaux)	R	- Ce secteur a fait l'objet de la création d'une zone d'aléa recul du trait de côte impactant plusieurs constructions. → perte de constructibilité

- **Aucune évolution cartographique**

La Commune note que le secteur suivant, impactée par la zone R2 du Plan de Prévention des Risques naturels, soit également concerné par un aléa lié au PPRL.

Secteur	Zonage	Observations
Langevin (rue du Souffleur en partie basse)	R et B	- La zone est concernée notamment par un aléa submersion marine impactant quelques constructions. → confirmation de l'inconstructibilité

- **Autres secteurs**

La Commune attire l'attention des services de l'État sur l'impact du PPRL sur des parcelles isolées situées dans les espaces urbanisés le long du littoral et impactées notamment par l'aléa recul du trait de cote. La commune souhaite que ces secteurs soient étudiés plus finement.

C. Les interrogations liées au règlement

Les interdictions et les autorisations sont listées très précisément dans le règlement. La collectivité souhaite confirmer que cette organisation suppose que tout ce qui n'est pas expressément interdit ou conditionné est donc présumé autorisé sans conditions.

- **Les remarques générales**

Le projet de règlement du PPRL comporte de nombreuses similitudes avec le règlement du Plan de Prévention des Risques naturels approuvé le 16 mars 2017.

La collectivité constate que les autorisations et les interdictions concernent notamment les locaux d'activités, de restauration et de commerces.

De manière générale, en zones rouge et bleue, les aménagements de la mer sont autorisés.

Enfin, il convient de préciser que lorsqu'une zone est concernée à la fois par le Plan de Prévention des Risques naturels et le PPRL, le règlement le plus contraignant s'applique.

• **Tableau comparatif avec le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)**

Les interdictions ci-dessous sont propres au PPRL et se distinguent des interdictions du PPRN.

Zones	Interdictions
Rouge (R)	<ul style="list-style-type: none"> - les constructions nouvelles et les extensions des existants et notamment les restaurants et commerces sauf changement de destination de l'habitation en commerce - les clôtures pleines - l'évacuation de déblais - les locaux techniques liés au service public sous conditions
Bleue (B)	- la création ou l'extension de station d'épuration

Pour conclure, il est proposé de diffuser largement l'information sur les dates de l'enquête publique auprès des administrés afin que ceux-ci se manifestent.

Au regard des observations et des demandes ci-dessus exprimées, il est proposé au conseil municipal :

- d'émettre un avis réservé sur le projet de PPRL remis par Monsieur le Préfet ;
- de demander en conséquence que des modifications soient apportées au projet de PPRL appelé à être soumis à l'enquête publique ;
- d'autoriser le Maire à signer tout document ou pièce se rapportant à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à en délibérer.

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article R.562-7,

Vu la note explicative de synthèse n°12,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des suffrages exprimés** :

Présents : 30

Représentés : 5

Pour : 35

Abstentions : 0

Contre : 0

Article 1^{er} .-

EMET un avis réservé sur le projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) remis par Monsieur le Préfet.

Article 2.-

DEMANDE en conséquence que des modifications soient apportées au projet de PPRL appelé à être soumis à l'enquête publique.

Article 3.-

AUTORISE le Maire à signer tout document ou pièce se rapportant à cette affaire.

Article 4.-

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Acte rendu exécutoire

par transmission en Préfecture le :

Et publication ou notification

Du :

Pour extrait certifié conforme,
L'élue déléguée
Lucette COURTOIS

